NAOMI

KLEIN

DIRE NON NE SUFFIT PLUS

CONTRE LA STRATÉGIE DU CHOC DE TRUMP

ACTES SUD

LE POINT DE VUE DES ÉDITEURS

Loin d'être une «aberration de l'histoire», l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche n'est que la suite logique d'un long processus au cours duquel se sont imposées, aux États-Unis comme sur la scène mondiale, les valeurs d'un capitalisme débridé aujourd'hui incarnées par un président appliquant sans vergogne un programme délétère. En confiant le gouvernement des États-Unis aux entreprises, en niant le changement climatique pour favoriser l'exploitation frénétique des énergies fossiles, en affichant un bellicisme virulent et une propension à user de tous les aspects de la stratégie du choc, Donald Trump fait courir à la planète des risques majeurs que Naomi Klein, forte de plus de vingt ans d'investigation sur le terrain, dénonce ici tout en engageant les citoyens du monde à tracer une feuille de route pour faire reculer les populismes et nationalismes de tous bords, et gratifier le monde d'un avenir durable.

Car dire «non» ne suffit plus. Ce moment de notre histoire exige davantage : un «oui» assourdissant à des solutions alternatives et démocratiques – un «oui» qui fixerait un cap audacieux pour prendre soin du monde que nous voulons, et dont nous avons besoin.

Journaliste d'investigation, militante, chroniqueuse syndiquée pour l'hebdomadaire américain The Nation*, Naomi Klein s'est fait connaître internationalement à travers trois best-sellers publiés en France par Actes Sud :* No Logo *(2001),* La Stratégie du choc *(2008),* Tout peut changer *(2015).*

Elle fait également partie du bureau directeur de l'organisation environnementale internationale 350.org.

Dire non ne suffit plus *a été nominé pour le National Book Award 2017 dans la catégorie essais.*

NAOMI KLEIN

DIRE NON NE SUFFIT PLUS

Contre la stratégie du choc de Trump

essai traduit de l'anglais (Canada)
par Véronique Dassas et Colette St-Hilaire

ACTES SUD

DU MÊME AUTEUR

NO LOGO. LA TYRANNIE DES MARQUES, Actes Sud, 2001 ; Babel nº 545.

JOURNAL D'UNE COMBATTANTE. NOUVELLES DU FRONT DE LA MONDIALISATION, Actes Sud, 2003 ; Babel nº 692.

LA STRATÉGIE DU CHOC. LA MONTÉE D'UN CAPITALISME DU DÉSASTRE, Actes Sud, 2008 ; Babel nº 1030.

TOUT PEUT CHANGER. CAPITALISME ET CHANGEMENT CLIMATIQUE, Actes Sud, 2015 ; Babel nº 1424.

Titre original :
No Is Not Enough: Resisting Trump's Shock Politics and Winning the World We Need
Éditeurs originaux :
Haymarket Books, Chicago
Alfred A. Knopf/Penguin Random House Canada Limited, Toronto
Allen Lane/Random House Group Limited, Londres
© Naomi Klein, 2017
naomiklein.org

© Lux éditeur, 2017
pour la traduction française

© ACTES SUD, 2017
pour la présente édition française en tous pays
à l'exception du Canada et des États-Unis
ISBN 978-2-330-09340-2

Introduction

CHOC : CE MOT NE CESSE DE REVENIR depuis l'élection de Donald Trump en novembre 2016. Pour qualifier des résultats électoraux qui ont fait mentir les sondages. Pour évoquer le sentiment de tous ceux qui ont suivi son ascension au pouvoir. Pour décrire sa conception de la politique comme une guerre éclair. « Le système est mis en état de choc » : c'est en ces termes que sa conseillère Kellyanne Conway présente inlassablement le changement d'époque.

Depuis près de vingt ans, j'étudie les chocs à grande échelle que connaissent les sociétés, leur genèse, leur exploitation par les politiciens et les multinationales, la façon dont on les aggrave délibérément pour dominer une population qui perd ses repères. Je m'intéresse aussi à l'envers de ce processus : comment les sociétés qui se rassemblent autour d'une analyse partagée de la crise parviennent à changer le monde, pour le rendre meilleur.

En observant l'ascension de Donald Trump, j'ai eu un sentiment étrange. Cet homme ne se contente pas d'appliquer une politique de choc au pays le plus puissant et le mieux armé du monde. Il va plus loin. Dans mes livres, documentaires et enquêtes, j'ai décrit un certain nombre de tendances : le développement de super-marques, le pouvoir croissant des grandes fortunes privées sur le système politique, le néolibéralisme imposé à l'échelle mondiale, qui utilise souvent le racisme et la peur de « l'autre » comme leviers, les effets ravageurs du libre-échange dicté par les grandes corporations et le déni du changement climatique, désormais profondément ancré à droite

de l'échiquier politique. Quand j'ai entrepris mes recherches sur Trump, il m'est apparu comme une sorte de Frankenstein, un monstre constitué de ce corps d'idées délétères et d'autres tendances.

J'ai publié il y a une dizaine d'années un livre intitulé *La Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, une enquête couvrant quarante ans d'histoire, allant du Chili post-coup d'État de Pinochet à la Russie post-effondrement de l'Union soviétique ; de Bagdad post-opération américaine Shock and Awe (choc et effroi) à La Nouvelle-Orléans post-ouragan Katrina. Une « stratégie du choc » est un ensemble de tactiques brutales qui vise à tirer systématiquement parti du désarroi d'une population à la suite d'un choc collectif – guerres, coups d'État, attaques terroristes, effondrement des marchés ou catastrophes naturelles – pour faire passer en force des mesures extrémistes en faveur des grandes corporations, mesures souvent qualifiées de « thérapies de choc ».

Bien que Trump rompe partiellement avec le modèle habituel, il reste que ses tactiques du choc suivent effectivement un scénario, familier à d'autres pays auxquels des changements drastiques ont été imposés, sous prétexte de crise. Dans la première semaine de son mandat, alors qu'il signait un déluge de décrets et que la population, abasourdie, essayait désespérément de suivre le rythme, je me suis surprise à songer au portrait de la Pologne que brossait Halina Bortnowska, une militante des droits humains, au moment où les États-Unis imposaient une stratégie économique du choc à son pays et que le communisme s'effondrait en Europe de l'Est. Elle décrit la rapidité des changements de l'époque en la comparant « au rapport entre l'âge des chiens et celui des humains », et elle note : « On commence à observer des réactions quasi psychotiques. On ne peut plus attendre de la population qu'elle agisse au meilleur de ses intérêts quand elle est trop désorientée pour savoir quels sont vraiment ces intérêts, et même pour s'en soucier. »

Jusqu'à présent, tous les signes montrent que Trump et ses principaux conseillers espèrent obtenir les réactions dont parle Bortnowska, qu'ils cherchent à engager une stratégie du choc

sur le territoire américain. L'objectif est une guerre totale contre la sphère publique et l'intérêt général – contre la règlementation antipollution ou les programmes nationaux de lutte contre la malnutrition, par exemple. Tout cela sera remplacé par le pouvoir absolu et la liberté sans entraves des multinationales. C'est là un programme si injuste, si éhonté, si ouvertement malhonnête qu'il ne peut être mis en œuvre qu'avec le concours d'une politique raciale et sexuelle du « diviser pour mieux régner », sur fond de divertissement médiatique en continu. À quoi il faut encore ajouter l'augmentation massive des dépenses de guerre, l'escalade impressionnante des conflits militaires sur différents fronts, de la Syrie à la Corée du Nord, ainsi que les élucubrations présidentielles sur l'« efficacité de la torture ».

La composition du cabinet de Trump – des milliardaires et des multimillionnaires – en dit long sur les objectifs sous-jacents de ce gouvernement. ExxonMobil au poste de secrétaire d'État. General Dynamics et Boeing à la Défense. Et les types de Goldman Sachs à tous les autres postes ou presque. Tout se passe comme si les quelques politiciens de carrière en poste avaient été choisis parce qu'ils ne croient pas du tout à la mission fondamentale des organismes qu'ils dirigent ou à la nécessité même de leur existence. Steve Bannon, le chef stratège que Trump semble avoir mis sur la touche, a été on ne peut plus direct quand, en février 2017, devant un public de conservateurs, il affirmait avoir pour objectif « la déconstruction de l'administration étatique » (il entend par là les organismes publics et les règlements qu'ils font appliquer pour protéger la population et ses droits) : « Si vous regardez ceux qui ont été nommés au Cabinet, ils ont été choisis dans un but précis : la déconstruction. »

On a beaucoup entendu parler du conflit entre le nationalisme chrétien de Bannon et le transnationalisme des conseillers de Trump liés à l'establishment, en particulier son gendre Jared Kushner. En outre, Bannon risque fort d'être éjecté sous peu de ce reality-show sanglant (ce sera peut-être même chose faite au moment où vous lirez ces lignes). Raison de plus pour souligner ceci : quand il s'agit de déconstruire l'État et de sous-traiter le

plus possible à des entreprises à but lucratif, Bannon et Kushner sont exactement sur la même longueur d'onde.

Dans le même temps, j'ai été frappée de voir que ce qui se passait à Washington était bien différent du traditionnel passage de relais entre partis. Il s'agit plutôt d'une prise de pouvoir pure et simple des grandes corporations, qui va s'opérer sur plusieurs dizaines d'années. Les intérêts financiers qui, de longue date, subventionnaient les deux grands partis pour qu'ils exécutent leurs ordres ont décidé, semble-t-il, qu'ils en avaient assez de jouer à ce jeu-là. Tous ces dîners bien arrosés entre représentants élus, toute cette corruption enjôleuse et légalisée ont manifestement insulté leur sens du droit divin. Ils éliminent donc les intermédiaires, ces politiciens indigents censés défendre l'intérêt public et, comme tous les boss quand ils veulent que les choses soient faites correctement, ils s'en chargent.

Et c'est à peine si les questions sur les conflits d'intérêts et les violations de l'éthique trouvent réponse. Même chose quand Trump refuse de se prononcer sur ses déclarations de revenus, de vendre son empire commercial, ou de cesser d'en percevoir les bénéfices. Son empire dépendant de gouvernements étrangers qui lui garantissent permis et licences d'utilisation de marques, sa décision pourrait aller à l'encontre de la Constitution des États-Unis, qui interdit aux présidents de recevoir des cadeaux ou tout type d'« émolument » de la part de gouvernements étrangers. En effet, plusieurs plaintes en ce sens ont déjà été déposées contre lui.

Mais les Trump ne paraissent guère s'en soucier. Ce gouvernement se définit par un sentiment d'impunité – être au-dessus des règles et des lois en usage – quasi insondable. Quiconque menace cette impunité est aussitôt viré – demandez au directeur du FBI (Federal Bureau of Investigation, bureau fédéral d'investigation), James Comey. Jusqu'ici, dans le champ de la politique américaine, les mandataires de cet État-entreprise avançaient masqués : ils arboraient à la Maison-Blanche le sourire hollywoodien de Ronald Reagan ou la panoplie de cowboy de George W. Bush (avec en arrière plan le faciès grimaçant de Dick Cheney-Halliburton). Désormais le masque est tombé. Et personne ne prend même la peine de prétendre le contraire.

Cette situation est d'autant plus indécente que Trump n'a jamais été le chef d'une entreprise classique, mais plutôt, et longtemps, la figure de proue d'un empire construit sur sa « marque personnelle », une marque qui, avec celle de sa fille Ivanka, a déjà profité de la fusion de l'homme et du président d'innombrables façons. Le modèle commercial de la famille Trump s'inscrit dans une évolution plus vaste des structures entrepreneuriales, observable au sein de multiples firmes dont la stratégie repose sur l'image de marque, un phénomène qui tend à transformer la culture et le marché du travail. Mon premier livre, *No logo. La tyrannie des marques*, traite de cette évolution. Et qu'on puisse ou doive établir une distinction entre la marque Trump et la présidence Trump est un principe que l'occupant actuel de la Maison-Blanche n'est pas à la veille de comprendre. Dans les faits, la présidence est le prolongement suprême de la marque Trump.

En examinant l'intrication radicale entre Trump et sa marque commerciale, et ce que cela implique pour l'avenir de la politique, j'ai commencé à comprendre pourquoi tant d'attaques portées contre lui ont été infructueuses, et comment trouver des façons plus efficaces de lui résister.

Que l'on puisse, au vu et au su de tous, profiter aussi cyniquement d'une position de responsabilité publique est assez troublant. Comme l'ont été de nombreux gestes de Trump au cours des premiers mois de son mandat. Mais, l'histoire le montre, aussi déstabilisant que soit l'état des choses, la stratégie du choc pourrait l'empirer considérablement.

Tels sont les principes fondamentaux du projet politique et économique de Trump : la déconstruction de l'État régulateur ; une attaque de plein fouet contre l'État providence et les services sociaux (justifiée en partie par un alarmisme belliqueux et raciste, et des attaques contre les femmes qui exercent leurs droits) ; la frénésie nationale de combustibles fossiles (d'où le rejet de la climatologie et le bâillonnement de secteurs entiers de la bureaucratie gouvernementale) ; et enfin une guerre civilisationnelle contre les immigrés et « le terrorisme de l'islam radical » (sur des théâtres d'opérations qui ne cessent de s'étendre, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays).

Cette vision du monde, en plus d'une menace évidente pour les plus vulnérables, est susceptible de provoquer des vagues successives de crises et de chocs. Des chocs économiques, quand les bulles du marché, gonflées grâce à la dérèglementation, éclatent. Des chocs sécuritaires, quand le contrecoup des politiques anti-islamistes et des attaques à l'étranger se fait sentir dans le pays. Des chocs climatiques, quand s'aggravent les perturbations de notre climat. Enfin, des chocs industriels, quand les pipelines pétroliers fuient et que les plateformes s'effondrent, ce qui arrive fatalement quand les règlements de sécurité et de protection de l'environnement sont sabordés.

Tout cela est dangereux. Mais il y a plus dangereux encore : on peut compter sur le gouvernement Trump pour tirer parti de ces chocs et faire alors passer en force les aspects les plus extrémistes de son programme.

Une crise de grande envergure, une attaque terroriste ou un krach financier, par exemple, pourraient servir de prétexte à l'instauration d'une sorte d'état d'exception ou d'état d'urgence, où les règles habituelles ne s'appliqueraient plus. Ce qui fournirait une excellente couverture à l'imposition de certaines mesures du programme de Trump exigeant la suspension de quelques principes démocratiques fondamentaux, comme son engagement à interdire l'entrée du pays à tous les musulmans (et pas seulement à ceux de certains pays), sa menace, exprimée sur Twitter, de faire intervenir les *feds*, la police fédérale, pour réprimer la violence de rue à Chicago, ou son désir évident de limiter la liberté de la presse. Une crise économique suffisamment importante offrirait une providentielle excuse au démantèlement de programmes tels que la sécurité sociale, que Trump a promis de préserver, mais que beaucoup dans son entourage veulent voir disparaître depuis des lustres.

Trump a sans doute d'autres raisons de vouloir amplifier la crise. Comme le romancier argentin César Aira l'écrit en 2001, « tout changement n'est jamais qu'un changement du sujet dont on parle ». Trump l'a prouvé, il est un maître du changement de sujet, à en donner le tournis, et tous les moyens sont bons pour y parvenir : des tweets les plus fous aux missiles

Tomahawk. De fait, le raid aérien en Syrie, lancé en réponse à une effroyable attaque aux armes chimiques, lui a valu la couverture médiatique la plus élogieuse de son mandat (et le ton à l'égard du président est devenu plus respectueux dans certains milieux). Que ce soit pour réagir à de plus amples révélations sur ses liens avec la Russie ou aux scandales de ses transactions financières labyrinthiques, on peut s'attendre à d'autres changements de sujets. Et pour changer de sujet, rien de tel qu'un choc à grande échelle.

Nous ne nous retrouvons pas forcément en état de choc quand il arrive quelque chose d'important et de grave, il faut de surcroît que nous n'en saisissions pas le sens. On se retrouve en état de choc quand il y a un fossé entre les évènements et notre capacité première à les expliquer. Dans cette situation, sans éclairage de l'histoire, déstabilisés, beaucoup de gens deviennent plus réceptifs aux discours de figures d'autorité qui nous exhortent à craindre l'autre et à renoncer à nos droits dans l'intérêt général.

Il s'agit là d'un phénomène mondial. Après la série d'attaques terroristes à Paris, en novembre 2015, le gouvernement français a décrété l'état d'urgence, interdisant notamment les rassemblements politiques de plus de cinq personnes, puis il l'a prorogé et a limité les manifestations publiques pendant des mois. En Grande-Bretagne, après le choc du vote en faveur du Brexit, nombreux sont ceux qui ont dit s'être réveillés dans un pays nouveau et méconnaissable. C'est dans ce contexte que le gouvernement conservateur britannique a pu lancer toute une série de réformes rétrogrades ; répandre l'idée que la seule voie permettant au pays de retrouver sa compétitivité soit de réduire les règlementations et les impôts des riches et devenir ainsi un paradis fiscal pour l'Europe entière. Et que la première ministre Theresa May a décidé de convoquer des élections législatives anticipées en espérant de toute évidence s'assurer une forte majorité avant que la population ne puisse se révolter contre de nouvelles mesures d'austérité qui démentent les promesses de la campagne pro-Brexit.

Pour chacun de mes livres précédents, j'ai passé cinq ou six ans à faire des recherches approfondies, en examinant le

sujet sous divers angles, en enquêtant dans les régions les plus touchées. De gros livres en ont résulté, avec une montagne de notes de bas de page. Celui-ci, je l'ai écrit en quelques mois. J'ai misé sur la concision et la simplicité. De nos jours, peu de gens ont le temps de lire des ouvrages volumineux. Qui plus est, d'autres personnes travaillent déjà sur certains aspects de cette histoire complexe, qu'elles saisissent bien mieux que moi. En revanche, je me suis rendu compte que les recherches que j'avais effectuées au fil des années pouvaient éclairer certains aspects cruciaux du trumpisme. Repérer les fondements de son modèle de gestion et de sa politique économique, réfléchir sur des périodes de l'histoire qui ont connu le même type de déstabilisation, et s'instruire auprès de ceux qui ont trouvé les moyens de résister aux tactiques du choc, tout cela peut nous aider à expliquer, en partie du moins, comment nous avons abouti sur cette voie périlleuse, comment nous pouvons résister aux chocs à venir et, plus important encore, comment nous retrouver rapidement en terrain plus sûr. Cet ouvrage est donc l'amorce d'une feuille de route de la résistance au choc.

Il est possible de résister – c'est ce que j'ai appris en enquêtant dans des dizaines de zones de crise, à Athènes, ébranlée par la débâcle de la dette grecque, à La Nouvelle-Orléans, dévastée par l'ouragan Katrina, ou à Bagdad sous l'occupation américaine. Deux conditions sont déterminantes pour y parvenir : d'abord, une solide compréhension du fonctionnement de la politique du choc et des intérêts qu'elle sert – telle est la clé pour sortir rapidement du choc et commencer à riposter ; ensuite, et c'est tout aussi capital, produire un *autre* récit que celui que propagent les thérapeutes du choc, proposer une vision du monde suffisamment forte et attractive qui puisse s'opposer frontalement à la leur. Cette vision, fondée sur des valeurs, doit offrir une autre voie, loin des chocs en série. Elle doit nous permettre de dépasser ensemble les barrières raciales, ethniques, religieuses et de genre, plutôt que de continuer à nous entredéchirer. C'est une vision fondée sur le souci de guérir la planète, plutôt que sur la déstabilisation née de la progression constante des guerres et de la pollution. Surtout, elle

doit offrir à ceux qui souffrent – du manque d'emplois, de soins médicaux, du manque de paix, d'espoir – une meilleure vie, très concrètement.

Je ne prétends pas tout savoir de cette vision. Avec d'autres, je l'imagine, et suis convaincue qu'elle ne peut surgir que d'un véritable processus de collaboration, piloté par ceux que le système actuel brutalise le plus. Dans les derniers chapitres, j'examinerai quelques collaborations, aussi précoces que prometteuses, entre des dizaines d'organisations et de penseurs qui se sont réunis pour esquisser un programme capable de rivaliser avec la montée du militarisme, du nationalisme et du corporatisme. Ce sont les premiers pas. Cependant, il devient possible de discerner les contours d'une majorité progressiste, portée par un projet audacieux menant au monde sûr et respectueux dont nous avons besoin et que nous appelons tous de nos vœux.

Le fait de dire non aux mauvaises idées et aux mauvais personnages ne suffit tout simplement pas. Le « non » le plus ferme doit s'accompagner d'un « oui » courageux et qui ouvre des perspectives – un plan pour l'avenir, assez crédible, assez captivant pour que des gens se battent en nombre pour le voir se réaliser, par-delà toutes les tactiques du choc et de la peur qui seront mises en travers de leur route. Dire non à Trump, à la Française Marine Le Pen, à tous les partis xénophobes et ultra-nationalistes qui prennent de l'importance partout, c'est peut-être ce qui au départ pousse les gens à descendre dans les rues par millions. Mais c'est un « oui » qui nous fera poursuivre le combat.

Le « oui » est un phare qui guidera notre route dans les tempêtes qui s'annoncent.

Pour résumer le propos de ce livre, disons que Trump, aussi excessif soit-il, est moins une aberration qu'une conséquence logique – une caricature concentrant les pires tendances des cinquante dernières années. Trump est la créature de systèmes de pensée puissants qui classent la vie humaine selon la race, la religion, le genre, la sexualité, l'apparence et la capacité physiques – et qui se sont systématiquement servis de la race comme

d'une arme pour mettre en œuvre des politiques économiques impitoyables, et ce, depuis les premiers jours de la colonisation de l'Amérique du Nord et du commerce transatlantique des esclaves. Trump incarne aussi la fusion entre l'homme et la grande entreprise – méga-marque d'un seul homme, dont la femme et les enfants sont des marques dérivées – avec toutes les pathologies et les conflits d'intérêts qui en découlent. Trump personnifie la conviction que l'argent et le pouvoir confèrent le droit d'imposer sa volonté à tout le monde, le droit d'accaparer les femmes ou les ressources pourtant limitées d'une planète au bord de la catastrophe climatique. Il est le produit d'une culture entrepreneuriale qui fétichise les « fauteurs de trouble », ceux qui font fortune en méprisant ouvertement les lois et les normes règlementaires. Plus que tout, il incarne un projet idéologique de libre marché encore puissant – auquel adhèrent les partis du centre comme les partis conservateurs – qui déclare la guerre à tout ce qui relève du service public, du bien commun et qui fait passer les dirigeants des multinationales pour des super-héros sauveurs de l'humanité. En 2002, George W. Bush donna une grande réception à la Maison-Blanche pour le 90e anniversaire d'un homme qui n'était nul autre que le grand théoricien de cette guerre contre la sphère publique, l'économiste Milton Friedman, promoteur ardent du libre marché. Au cours des festivités, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld déclara : « Milton est l'incarnation de cette vérité selon laquelle les idées ont des conséquences. » Il avait parfaitement raison : Donald Trump est une conséquence directe de ces idées.

À certains égards, Trump n'est pas choquant. Il est le résultat parfaitement prévisible – presque un cliché – d'idées et de tendances généralisées auxquelles nous aurions dû barrer la route depuis longtemps. Voilà pourquoi, même si le cauchemar de cette présidence devait s'achever demain, les conditions politiques qui l'ont produit et en produisent des copies dans le monde entier resteront à combattre. Le vice-président Mike Pence et le président de la Chambre Paul Ryan attendent en coulisse ; tandis que les notables du Parti démocrate sont compromis eux aussi avec la classe des multimilliardaires :

nous n'obtiendrons pas de vivre dans le monde qu'il nous faut en remplaçant simplement l'occupant actuel du Bureau ovale.

À propos du « nous » que j'emploie : vous remarquerez sans doute au fil du texte qu'il concerne tantôt les États-Unis, tantôt le Canada. L'explication est très simple. Je suis citoyenne de ces deux pays, j'ai des liens profonds et des relations des deux côtés de la frontière. Mes parents sont américains et toute ma famille élargie vit aux États-Unis. Mais j'ai grandi au Canada et j'ai choisi d'y vivre. (Le soir des élections, j'ai reçu un message de mon père : « N'es-tu pas contente que nous ayons déjà déménagé au Canada ? ») C'est cependant aux États-Unis que j'effectue l'essentiel de mon travail de journaliste et une grande partie de mon travail politique. J'y ai participé à d'innombrables rencontres et débats sur la manière dont nous pourrions, collectivement, être à la hauteur de la responsabilité du moment.

Le « nous » américain a encore une autre raison d'être que celle du passeport : la présidence des États-Unis affecte tout un chacun sur la planète. Personne n'est complètement à l'abri de ce que fait l'économie la plus importante au monde, du deuxième plus gros émetteur de gaz à effets de serre, du pays possédant le plus vaste arsenal militaire. Ceux qui se trouvent au point de chute des missiles de Trump et autres bombes monstrueuses sont de loin les plus exposés. Et vu l'étendue de ses pouvoirs et l'irresponsabilité de sa politique, tout le monde sur Terre se trouve potentiellement dans une zone de tir ou dans une zone de retombées nucléaires et, à coup sûr, dans une zone de réchauffement.

Il n'y a pas *une* histoire capable d'expliquer comment nous en sommes arrivés là ni *un* plan capable de tout arranger – notre monde est bien trop entremêlé, trop compliqué pour cela. Tenter d'analyser comment nous en sommes arrivés à ce moment politique surréel ; comment, concrètement, ce monde pourrait empirer ; et comment, si nous gardons la tête froide, nous pourrions simplement inverser le scénario et déboucher sur un avenir radicalement meilleur : telle est mon ambition.

Pour commencer, il nous faut comprendre ce à quoi nous disons non – parce que le « non » inscrit sur la couverture de ce

livre ne s'adresse pas seulement à un individu ou à des groupes d'individus (même s'il s'agit aussi de cela). Nous disons non également au système qui les a portés au sommet. Puis il nous faudra passer au « oui » – un « oui » qui engendrera une transformation si profonde que le putsch des grandes firmes sera relégué au rang d'anecdote de l'histoire, d'avertissement pour nos enfants. On considérera Donald Trump et ses compagnons pour ce qu'ils sont : le symptôme d'une maladie grave, une maladie dont nous avons, ensemble, décidé de guérir.

Note : une part minime de cet ouvrage a fait l'objet de publications, sous forme d'articles, livres, ou conférences. L'essentiel est cependant inédit. Vous pouvez consulter le site noisnotenough.org pour entrer en contact avec les différents mouvements que j'évoque, ainsi qu'avec des organismes et certains intellectuels.

Première partie

Comment en sommes-nous arrivés là ? La montée des super-marques

Il est grand temps de passer d'une société orientée vers les choses à une société orientée sur les êtres. Si l'on pense que les machines et les ordinateurs, le profit et les droits de propriété sont plus importants que les personnes, alors le trio de géants – racisme, matérialisme et militarisme – est impossible à vaincre.

Martin Luther King Jr, « Au-delà du Vietnam. Le moment de briser le silence », discours prononcé à New York le 4 avril 1967

Chapitre 1

Comment Trump a gagné en devenant la marque suprême

La nuit au cours de laquelle Donald Trump fut déclaré vainqueur des élections de 2016 et devint le 45e président des États-Unis me plongea dans la plus grande confusion. D'abord, je me trouvais en plein jour, à Sydney, pour une tournée de conférences, et, avec le décalage horaire, nous étions mercredi 9 novembre en fin de matinée. Pour la plupart de mes proches, il faisait nuit et ils suivaient la soirée électorale du 8 novembre en buvant un verre avec des amis, et m'envoyaient des textos. Pour les Australiens, une journée de travail comme les autres avait débuté, et ce contraste accentua la sensation de vertige que j'éprouvai à mesure que tombaient les résultats.

J'assistais ce jour-là à une réunion d'une quinzaine de personnes responsables d'organisations australiennes dans les secteurs de l'environnement, du travail et de la justice sociale. Notre discussion tournait autour d'une idée essentielle. Jusqu'ici, le cloisonnement entre les mouvements de lutte – contre le réchauffement climatique, le racisme, les inégalités, le non-respect des droits des Autochtones, des migrants et des femmes, ainsi que bien d'autres mouvements progressistes – les avait souvent condamnés à disparaître. Malgré cela, nous nous interrogions, à l'instar de tant d'autres mouvements : comment ces luttes se recoupent-elles ? Quelles sont les causes premières qui les relient ? Comment regrouper les problèmes ? Quelles seraient les valeurs susceptibles d'orienter un tel regroupement ? Et

comment traduire tout cela en pouvoir politique ? Avec des collègues, j'ai travaillé à la construction d'un mouvement transversal, une « plateforme populaire » en Amérique du Nord, dans le cadre du projet « Un bond vers l'avant » (« Leap Manifesto »), sur lequel je reviendrai dans le dernier chapitre de ce livre. De nombreux groupes australiens se sont intéressés à cette démarche.

La première heure de la rencontre avait été plutôt animée, pleine d'enthousiasme, ouverte sur le champ des possibles. Personne ne s'inquiétait des résultats des élections américaines. Trump allait perdre. Comme bien des progressistes, des libéraux et même des conservateurs, nous en étions tous convaincus.

Puis tous les téléphones se mirent à sonner. Bientôt le silence gagna la pièce, et la panique s'installa. Tout à coup, les raisons de notre rencontre, l'idée que nous pouvions donner ensemble une impulsion à ce bond vers l'avant sur les questions du climat, de la justice sociale, de la création d'emplois décents, tout cela nous sembla profondément absurde. Comme si soudain, sans qu'un seul mot ne fût dit, chacun avait compris qu'un ouragan allait se déchaîner et que la seule chose à faire, c'était de tenir bon. Comme si l'idée d'avancer sur tous les fronts se volatilisait sous nos yeux.

Personne ne prit la peine de clore la réunion, les participants se dispersèrent et certains se quittèrent sans même un au revoir. CNN lançait des appels, telle une tête chercheuse impossible à esquiver. Nous partîmes tous, en silence, à la recherche de plus larges écrans.

La majorité des électeurs n'a pas voté pour Donald Trump ; Hillary Clinton a recueilli environ 2,9 millions de voix de plus que lui, et cette réalité continue de tourmenter le président en exercice. Sa victoire, il la doit à ce système de collège électoral[1]

1. Le président des États-Unis est élu au suffrage universel indirect selon le procédé suivant : lorsque les citoyens noircissent la case correspondant au candidat à la présidence de leur choix, ils élisent en fait les « grands électeurs » de chaque État, des représentants préalablement désignés par les partis politiques. Ce sont eux qui voteront à leur tour pour le candidat à la présidence. Le

créé initialement pour protéger le pouvoir des propriétaires d'esclaves. Dans le reste du monde, un nombre impressionnant de gens déclarèrent aux sondeurs d'opinion que si, par magie, ils avaient pu participer au vote, c'est à Clinton qu'ils auraient donné leur voix. (À l'exception notable de la Russie, où Trump jouit d'un solide soutien.)

Au sein de ce très vaste camp anti-Trump, nous avons tous des histoires à raconter sur ce que nous avons éprouvé cette nuit-là ou ce jour-là. Pour beaucoup, ce fut un choc de constater qu'une telle chose avait pu se produire aux États-Unis. Pour certains, ce fut la tristesse de voir leur conviction de toujours se confirmer : les États-Unis étaient bel et bien un pays profondément raciste et misogyne. Pour d'autres, ce fut le sentiment de perte : la première femme candidate à la présidence manquait sa chance de devenir un modèle pour leurs enfants. D'autres enfin enragèrent qu'on eût pu présenter face à Trump une candidate aussi compromise. Et pour des millions de gens aux États-Unis et ailleurs, ce qui domina fut la peur, une émotion crue, physique, et le sentiment obscur que la présidence de Trump allait soulever une terrible vague de racisme, de violence et d'oppression.

Ils furent nombreux à comprendre que cette élection ne concernait pas seulement un homme dans un seul pays. Trump ne représente qu'un épisode de ce qui ressemble à une épidémie mondiale. Partout, on voit surgir des personnages, des partis

---

nombre de grands électeurs pour chaque État est fonction de sa population, et le total des 538 grands électeurs forme le « collège électoral ». Lorsqu'un parti remporte une majorité des voix dans un État (par exemple si le Parti démocrate de Hillary Clinton l'emporte en Californie), ce parti remporte tous les grands électeurs de cet État (les 55 grands électeurs de la Californie voteront tous pour le candidat démocrate). C'est ce qui explique qu'un candidat puisse avoir obtenu plus de voix que son adversaire au niveau de la population, et perdre, malgré tout, les élections.

Signalons que toutes les notes de ce livre ont été rédigées spécifiquement pour la traduction en français et ne sont pas de l'auteure. L'ensemble des références qu'a utilisées Naomi Klein dans cet ouvrage sont consultables en ligne à l'adresse : http://www.actes-sud.fr/klein-naomi-dire-non.

politiques d'extrême droite, autoritaires, xénophobes – Marine Le Pen en France, Narendra Modi en Inde, Rodrigo Duterte aux Philippines, l'Independence Party (UKIP, parti de l'indépendance) en Grande-Bretagne, Recep Tayyip Erdoğan en Turquie et tous ceux de leur acabit (certains ouvertement néofascistes) qui menacent de prendre le pouvoir ou de le garder.

Si je partage ici mon expérience de cette journée électorale, c'est que je ne peux m'empêcher de penser qu'il y a quelque chose d'important à apprendre de la manière dont la victoire de Trump a coupé court à notre discussion, à des projets à long terme, sans même l'ombre d'un débat. Il est bien compréhensible que nous nous soyons tous sentis dans cet état le jour des élections. Mais si nous nous résignons à l'idée que les batailles seront désormais défensives, si nous nous contentons de tenir bon face aux attaques régressives à la Trump, alors nous allons nous retrouver en terrain dangereux. Car le terrain sur lequel nous nous trouvions avant l'élection de Trump est celui-là même qui a produit Trump. Un terrain en situation d'urgence écologique et sociale, et avant même ce revers électoral.

Bien sûr, nous devons résister farouchement aux offensives de Trump et à celles de tous les démagogues de son genre. Mais il est hors de question de passer les quatre prochaines années à jouer défensif. Les crises actuelles sont toutes d'une urgence extrême – il n'y a pas de temps à perdre. Sur le changement climatique, sujet que je connais un peu, l'humanité dispose d'une fenêtre temporelle très limitée pour maintenir une certaine stabilité du système climatique. Et cette fenêtre est en passe de se refermer (nous le verrons dans le chapitre 4).

Nous sommes tenus de jouer sur deux tableaux – l'attaque et la défense – pour résister aux assauts d'aujourd'hui *et* trouver l'espace pour construire le monde dont nous avons besoin. Tenus de dire non et oui en même temps. Mais avant de découvrir ce que nous voulons pour remplacer Trump, son gouvernement et tout ce qu'ils représentent, nous devons considérer froidement la situation et ce qui nous y a conduits, et envisager qu'à court terme la situation pourrait se détériorer. Car l'hypo-

thèse de la catastrophe n'est pas à exclure. Pour autant, nous ne nous laisserons pas abattre. Faire face à cet horizon de ruines est douloureux, mais c'est la seule voie qui permette d'éviter les erreurs passées et de parvenir à des solutions durables.

Une transition ? Non ! Un coup d'État des multinationales

Ce que signifie le cabinet de Donald Trump est très simple : ceux qui possèdent une part absolument monstrueuse de la richesse du monde, de surcroît en constante augmentation, ont la ferme intention de ne pas s'en tenir là – les derniers chiffres d'Oxfam montrent que huit individus sur Terre possèdent une fortune équivalant à la moitié de la richesse mondiale.

Selon NBC News, en décembre 2016, les revenus cumulés de ceux que Trump envisageait de nommer dans son cabinet atteignaient la somme astronomique de 14,5 milliards de dollars (sans compter ceux de Carl Icahn, « conseiller spécial », qui à lui seul pèse plus de 15 milliards). Qui plus est, les principaux personnages qui peuplent le cabinet présidentiel ne sont pas de simples échantillons représentatifs des ultra-riches. Trump a réuni une équipe qui, dans une proportion alarmante, a fait fortune sur le dos des populations les plus vulnérables de la planète et de la planète elle-même, en toute connaissance de cause et souvent en pleine période de crise. Comme si cela faisait partie des conditions requises pour la fonction.

Steve Mnuchin, banquier véreux, secrétaire au Trésor, ancien président et principal investisseur de la « machine à saisies » OneWest, a expulsé des dizaines de milliers de gens de leurs foyers après la crise financière de 2008. Rex Tillerson, secrétaire d'État, est l'ancien PDG d'ExxonMobil, la plus grosse compagnie pétrolière du monde. Cette entreprise a financé et diffusé toute une pseudo-science du climat pendant des dizaines d'années, a lutté farouchement en coulisse contre d'importantes actions internationales en faveur du climat, tout en cherchant à tirer profit du réchauffement. Un nombre sidérant

d'entrepreneurs et de lobbyistes issus des secteurs militaire et de la surveillance privée ont pris place à la Défense et à la Sécurité intérieure.

Nous avions le vent en poupe

Il est facile d'oublier qu'avant le chambardement provoqué par l'élection de Trump, des gens ordinaires se battaient contre les injustices que représentent ces mêmes entreprises, ces mêmes forces politiques, et commençaient à remporter quelques succès. Bernie Sanders, qui a mené une campagne présidentielle étonnamment vigoureuse, bien que non victorieuse, a fait trembler les traders de Wall Street pour leurs primes et poussé le Parti démocrate à introduire des modifications substantielles à son programme officiel. Les mouvements Black Lives Matter (les vies des Noirs comptent) et Say Her Name (elle a un nom) ont imposé un débat national sur le racisme systémique envers les Noirs et la militarisation des services de police. Ils ont aussi favorisé la diminution du nombre des prisons privées et des citoyens emprisonnés. En 2016, dans tous les évènements sportifs ou culturels majeurs – de la cérémonie des Oscars au Super Bowl –, on a pu constater à quel point le discours sur la race et la violence de l'État avait changé. Les mouvements féministes sont parvenus à mettre les problèmes de violence sexuelle à la une des journaux, à braquer les projecteurs sur la « culture du viol », à faire changer le discours sur les vedettes accusées de crimes sexuels (comme Bill Cosby), ils ont contribué à la « démission » de Roger Ailes, patron de Fox News, accusé de harcèlement sexuel envers 24 collaboratrices de la chaîne (des accusations qu'il récuse).

Le mouvement pour le climat avait lui aussi le vent en poupe, remportant victoire sur victoire dans son opposition aux oléoducs, à la fracturation hydraulique pour l'extraction du gaz naturel et au forage de l'Arctique, très souvent sous l'impulsion de collectivités autochtones qui se remettaient par là même en mouvement. D'autres victoires se profilaient : l'ac-

cord sur le climat négocié à Paris en 2015, qui engage notamment ses signataires à contenir l'élévation de la température à un niveau tel que des billions de dollars en combustibles extrêmement lucratifs demeurent sous terre. De tels objectifs sont une menace mortelle pour une compagnie comme ExxonMobil.

La rencontre à laquelle j'avais assisté à Sydney l'indiquait clairement : on reconnaissait de plus en plus l'urgence d'établir des liens entre ces mouvements pour construire un programme commun et, à partir de là, une coalition progressiste gagnante – une coalition fondée sur une éthique de l'inclusion sociale et du souci de la planète.

Le gouvernement Trump n'est pas seulement l'histoire d'un personnage dangereux et outrancier, c'est aussi, et surtout, une riposte féroce au pouvoir croissant de mouvements sociaux et politiques qui revendiquent un monde plus juste et plus sûr. Plutôt que de risquer des avancées sociales (et, par conséquent, des pertes de profit), cette bande de prêteurs rapaces, de pollueurs menaçant l'équilibre planétaire, de profiteurs de guerre et marchands de « sécurité » ont réuni leurs forces pour s'emparer du gouvernement et protéger leur fortune si mal acquise. Après avoir vu pendant des années la sphère publique être privatisée morceau par morceau, Trump et ses acolytes ont finalement pris le contrôle du gouvernement lui-même. Une mainmise totale.

Exaucer les vœux des grandes entreprises

Complètement dépourvu d'expérience gouvernementale, Trump s'est vendu auprès des électeurs à l'aide d'un double argumentaire assez original. Primo, je suis si riche que je n'ai pas besoin qu'on m'achète. Secundo, vous pouvez me faire confiance pour amender ce système corrompu parce que je le connais de l'intérieur – j'y ai joué en tant qu'homme d'affaires, j'ai acheté des hommes politiques, j'ai fraudé le fisc, j'ai sous-traité la production. Qui serait mieux placé que moi et mes riches amis pour « assécher le marais » ?

La suite est bien différente, on s'en doute. Trump et son cabinet d'anciens dirigeants du secteur privé remodèlent le gouvernement à un rythme effarant pour servir les intérêts de leurs propres affaires, de leurs anciennes entreprises et de leur tranche d'imposition en général. Quelques heures après le début de son mandat, Trump demandait une baisse d'impôt massive prévoyant que les entreprises ne paient plus que 15 % (au lieu de 35 %) de contributions fiscales, et plaidait en faveur d'une suppression de 75 % des règlementations. Son programme fiscal comprend toute une série d'autres échappatoires et de niches pour les gens très riches, comme ceux qui peuplent son cabinet (et pour lui-même, bien sûr). Il a nommé son gendre, Jared Kushner, à la tête d'une équipe de choc composée de cadres d'entreprise et chargée d'identifier d'autres règlementations à éliminer, d'autres programmes à privatiser et des méthodes de gouvernance inspirées du modèle de « la grande entreprise américaine ». (Selon une analyse de Public Citizen, Trump a rencontré au bas mot 190 dirigeants d'entreprises en moins de trois mois de mandat – avant d'annoncer que le registre des gens qui lui rendent visite ne serait plus public.) Poussé à s'exprimer sur ce que le gouvernement avait accompli de substantiel au cours de ces premiers mois, Mick Mulvaney, le directeur du budget, cite le déluge de décrets de Trump et remarque que « la plupart d'entre eux sont des règlements et des lois visant à se débarrasser d'autres lois. Des règlements pour se débarrasser d'autres règlements ».

C'est parfaitement exact. Trump et son équipe s'emploient à faire exploser les programmes qui protègent les enfants des toxines environnementales, ils ont levé l'obligation qu'avaient les compagnies pétrolières de déclarer leurs taux d'émission de gaz à effet de serre, et poussent des dizaines et des dizaines de mesures qui vont dans le même sens. Bref, il s'agit d'une immense opération de démantèlement. Trump et ses acolytes ricanent devant les timides objections arguant du conflit d'intérêts – quand tout n'est qu'un gigantesque conflit d'intérêts. Tout le problème est là.

Et c'est vrai pour Donald Trump plus que pour tout autre, Trump qui ne fait qu'un avec sa marque commerciale, au point

de ne plus savoir où l'un s'arrête et où l'autre commence. Regardons, par exemple, l'emploi qu'il fait de Mar-a-Lago, sa résidence de Palm Beach, devenue un club privé hyper lucratif, une carnavalesque « Maison-Blanche d'hiver » – le nom a même brièvement servi à la promouvoir sur les sites internet du département d'État. L'un de ses membres a déclaré au *New York Times* qu'aller à Mar-a-Lago, c'était comme « aller à Disneyland en sachant que Mickey Mouse serait là toute la journée », à ceci près que dans cet exercice de *branding*[2] total, il ne s'agit pas de Disneyland, mais de Americaland, et que Mickey Mouse est le président des États-Unis.

La tyrannie ultime des marques

Cette comparaison avec Disneyland m'a fait réaliser que si je voulais comprendre cette présidence, je devais faire ce à quoi je résistais depuis longtemps : me replonger dans le monde des marques et du marketing des entreprises qui avait été le sujet de mon premier livre, *No logo*.

Ce livre cherchait à ressaisir un moment-clé de l'histoire des grandes corporations, quand des géants comme Nike et Apple ont cessé de se penser d'abord comme des fabricants de produits pour se penser surtout comme des fabricants de marques. Leur fortune, estimaient-ils, résidait désormais dans leur image de marque – qui construisait un sentiment d'identité tribale. Oubliez les usines. Oubliez cette énorme main-d'œuvre qu'il faut entretenir. Une fois qu'elles eurent compris que leurs plus gros profits provenaient de l'image qu'elles s'étaient fabriquées, ces marques « creuses » (*hollow brands*) en conclurent que les questions de qui fabriquaient leurs produits et pour quel faible salaire importaient peu. On laissa ces

2. On utilisera dans ce texte tantôt « *branding* », tantôt « stratégie de marque ». Les deux termes sont en usage pour désigner, selon l'*Encyclopédie illustrée du marketing* que l'on trouve sur le web, « une logique d'action marketing ou publicitaire qui cherche surtout à positionner une marque dans l'esprit du consommateur ».

considérations à des sous-traitants, ce qui eut des répercussions catastrophiques sur les travailleurs aux États-Unis et à l'étranger, et qui alimenta une nouvelle vague de mouvements anti-corporations.

Mes recherches pour *No logo* ont exigé une immersion totale dans la culture des marques pendant quatre ans, quatre années passées à voir et à revoir les publicités du Super Bowl, à fouiller dans *Advertising Age* pour y dénicher les dernières nouveautés sur la synergie des entreprises, à lire des livres de gestion assommants permettant de découvrir les valeurs de sa marque personnelle, à faire des excursions dans les Niketowns, à visiter des ateliers de misère en Asie, à arpenter des centres commerciaux monstrueux, des villes-marques (*branded towns*[3]), à faire des raids de nuit sur des panneaux publicitaires avec des casseurs de pub ou des adeptes du détournement culturel.

Il m'est arrivé de m'amuser – je suis loin d'être insensible au charme du bon marketing. Mais en fin de compte, c'est un peu comme si j'avais dépassé mon seuil de tolérance et développé une sorte d'allergie aux marques. Si Starbucks trouvait une nouvelle façon de démarquer ses magasins ou si Victoria's Secret faisait porter des coiffures indigènes à ses mannequins sur les podiums, cela ne m'inspirait plus, j'étais passée à autre chose, j'avais tourné le dos à ce monde de rapaces. Mais pour comprendre Trump, impossible d'y échapper : il faut pénétrer le monde qui l'a produit – essentiellement celui du *branding*. Trump incarne les pires tendances analysées dans *No logo* : aucune responsabilité envers les travailleurs qui, eux, fabriquent ses produits à travers tout un réseau souvent illégal de

3. Les *branded towns* sont des villes qui ont été créées de toutes pièces par des entreprises privées, comme Celebration en Floride, créée par Disney, ou peut-être Val d'Europe, créée elle aussi à l'initiative de Disney (dans la proximité de son parc d'attraction dans le Val de Marne) en partenariat avec l'État français. Ce sont des villes privatisées (voire privées), propres, sécurisées, faites pour les riches et organisées autour du commerce (le centre commercial de Val d'Europe s'étend sur 100 000 mètres carrés et rassemble près de 160 boutiques, il est parmi les 10 plus grands centres commerciaux de France).